

International

COUPE DU MONDE 2018 : QUELLE SÉCURITÉ ?

Richard Bouigue, Pierre Rondeau

14/06/2018

Pour la Coupe du monde qui s'ouvre, les autorités russes ont, semble-t-il, tout mis en œuvre pour contenir les violences de masse. Néanmoins, elles ne se sont jamais engagées à garantir les supporters contre des attaques individuelles – notamment liées à des actes racistes ou homophobes – dont ils pourraient être victimes du fait même que celles-ci sont en réalité largement tolérées par le pouvoir en place. La Coupe du monde ne serait-elle finalement qu'une parenthèse ?

Publié le 8 juin 2018, à quelques jours de l'ouverture de la Coupe du monde, un rapport des députés britanniques, membres de la commission des Affaires étrangères, a jeté un pavé dans la mare. S'inquiétant de l'accueil qui sera réservé aux 10 000 fans des Three Lions attendus en Russie, les membres de la Chambre des communes ont posé, plus généralement, la question de la sécurité des supporters qui se déplaceront lors du Mondial.

Ils l'ont fait sans détours, sans user des formules diplomatiques de rigueur, en **indiquant** clairement que les fans britanniques « font face à un certain nombre de risques, notamment la violence des hooligans, les attaques provoquées par le racisme, l'homophobie ou le sentiment anti-britannique, et les attentats terroristes ». Ils ont de plus ajouté « regretter que la Coupe du monde soit organisée dans un pays ayant de piètres antécédents en matière de droits de l'homme ». Et quand bien même le rapport a rappelé que le ministère des Affaires étrangères britannique ne déconseillait pas de se rendre en Russie pour suivre la compétition, le président de la commission, Tom Tugendhat, a tenu à préciser que « les vagues réassurances données par le ministère des Affaires étrangères n'ont pas suffi à nous garantir que les citoyens britanniques seront en sécurité ».

Une mise en garde qui n'a rien d'un acte isolé en Angleterre. Déjà, en mars 2018, devant une commission parlementaire, le ministre des Affaires étrangères, Boris Johnson, avait rappelé la Russie à ses obligations en déclarant qu'« il appartient aux Russes de garantir la sécurité des supporters anglais qui iront en Russie. C'est leur devoir, selon le contrat de la Fifa, de faire

attention à tous les fans. Le défi que je lance aux autorités russes, c'est de montrer que les 24 000 candidats britanniques qui ont des tickets pour la Coupe du monde seront bien traités, seront en sécurité ».

Plus récemment, au mois de mai dernier, la police britannique a demandé aux supporters qui voudraient se rendre en Russie pour la Coupe du monde de ne pas arborer le drapeau anglais, qui pourrait être considéré comme « hostile » et « impérialiste », selon les mots de Mark Roberts, responsable des opérations football au sein du NPCC, l'organisme de coordination des polices britanniques. Il a même indiqué aux supporters anglais d'être particulièrement vigilants à Volgograd, qui accueille le match d'ouverture de l'Angleterre contre la Tunisie, le 18 juin.

Signe des tensions, les membres de la Couronne et du gouvernement ont fait savoir qu'ils ne se rendraient pas en Russie entre juin et juillet 2018 ; aucun officiel ne sera présent dans les tribunes lors de la cérémonie d'ouverture, des matchs de l'équipe nationale ou de la finale – qui sera pourtant regardée par plus d'un milliard de téléspectateurs.

Les inquiétudes britanniques sont-elles fondées ?

Pour les uns, elles seraient ridicules. « Les Anglais veulent pourrir la Coupe du monde », nous a-t-on dit. La Russie aurait en effet surtout besoin de travailler son statut de puissance, peaufiner son image à l'international en capitalisant sur le *soft power* d'un événement planétaire, exhiber le visage d'un pays avenant, capable de recevoir le monde de manière organisée, de produire un Mondial sans débordements ni incidents en s'appuyant pour cela sur une police expérimentée dans le maintien de l'ordre. Les Russes sont des patriotes, ils voudront que tout se déroule bien chez eux. Bref, comme certains nous l'ont répété, la compétition se « déroulera sans encombre et le pouvoir russe profitera très certainement de l'hypermédiatisation de l'événement ». Le reportage diffusé par la BBC montrant des hooligans russes promettant à l'occasion de la Coupe du monde un « déluge de violences » ne serait donc qu'un outil de propagande.

Pour les autres, c'est exactement l'inverse. Le rapport des députés britanniques ne ferait que rappeler que la Russie est un État en pleine dérive autoritaire, un pays dangereux, en particulier pour les minorités qui y sont régulièrement victimes de violences arbitraires sans que les autorités s'en émeuvent ni ne cherchent à mettre un terme à cette situation. En résumé, il n'aurait jamais fallu attribuer au pays de Lev Yachine l'organisation de cette Coupe du monde. Essayons d'y voir clair.

Éloigner les hooligans des stades

Pendant longtemps, la Russie a pu donner l'impression d'une forme de laxisme en laissant se développer depuis la fin de l'URSS un mouvement hooligan de plus en plus étoffé et violent, en fermant les yeux sur les batailles rangées organisées avant ou après les matchs de championnat, dans les quartiers reculés des villes ou, le plus souvent, dans des terrains plus éloignés, en forêt notamment, pour mieux échapper à la vigilance lâche des forces de l'ordre. Pourtant, ces affrontements entre bandes rivales se soldent souvent par des blessés graves, voire par des morts.

Le président Poutine lui-même, en 2016, a semblé participer de cette désinvolture en minimisant les violences dont se sont rendus coupables les hordes de pseudo-supporters russes venus tabasser des Anglais sur le vieux port de Marseille. « Les violences entre les fans russes et anglais, c'est n'importe quoi », avait-t-il alors déclaré au Forum économique de Saint-Pétersbourg en 2016 avant d'ajouter : « Cela dit, je ne comprends pas comment 200 de nos supporters ont pu passer à tabac plusieurs milliers d'Anglais ».

Quelques semaines après avoir obtenu l'organisation du Mondial 2018, le président russe s'est recueilli dans un cimetière enneigé de Moscou, encadré par des ultras du Spartak Moscou endeuillés par la mort d'un des leurs, tué dans une bagarre avec des migrants originaires du Caucase. Après des violences consécutives à la libération de plusieurs suspects, Vladimir Poutine a organisé une rencontre avec les leaders des groupes de supporters avant d'aller plus tard déposer des fleurs sur la tombe du supporter tué. « Poutine n'a pas condamné les violences : il est allé sur la tombe de ce gars, avec des éléments d'extrême droite », s'indigne Pavel Klymenko, du réseau britannique FARE (Football Against Racism in Europe) qui lutte contre les discriminations dans le football. Un épisode qui met en exergue les relations ambiguës entretenues par le pouvoir et les hooligans en Russie.

Pourtant, depuis 2016, si d'aucuns continuent à faire l'autruche, les autorités russes ont, dans leur grande majorité, pris la mesure de la situation et ont déployé des moyens conséquents pour que la Coupe du monde se passe bien dans les stades. Le 23 janvier dernier, le président Poutine lui-même a déclaré : « Nous devons faire en sorte que son organisation soit au plus haut niveau et avant tout assurer la sécurité maximale des sportifs, comme des supporters », faisant l'éloge d'une « immense expérience positive » de la police russe dans ce domaine, en assurant « ne pas douter » que les policiers « agissent correctement et en toute conformité avec la loi » pendant le championnat.

De nombreux experts du hooliganisme s'accordent pour dire que le Kremlin a pris les choses en

main et que le très redouté service de sécurité russe, le FSB, a sévèrement réprimé les hooligans depuis quelques mois et a mis sur liste noire nombre de leurs dirigeants à l'approche de la compétition. La première liste de noms comportait 191 personnes à interdire de stade. Une estimation sous-évaluée puisque le 7 juin dernier, le responsable des questions de sécurité et du département anti-corruption de Moscou, Vladimir Tchernikov, a annoncé qu'au total ce sont 467 individus, dont 157 Moscovites, qui ont été mis sur liste noire. « Nous prévoyons qu'aucun de ces fans ne pourra assister aux matchs », a-t-il déclaré, témoignant néanmoins de la volonté des autorités russes de contenir toutes formes de violences dans les stades.

De nombreux hooligans le confirment en assurant que la tenue de la Coupe du monde en Russie est une mauvaise chose car elle s'est accompagnée d'une plus forte surveillance policière. Des portiques de sécurité ont été installés dans tous les métros des grandes villes, des chiens renifleurs d'explosifs accompagnent les policiers en patrouille. Le ministère de l'Intérieur russe n'a ainsi pas hésité à préciser qu'« il y aura un policier tous les 20 mètres ». En tout, 445 millions d'euros auront été dépensés par les autorités dans le seul domaine de la sécurité.

« Les autorités arrêteront tous les leaders, tous ceux qui sont capables d'organiser quelque chose, elles les mettront derrière les barreaux », prévoyait, dans le reportage de la BBC, l'un des leaders d'un groupe de hooligans. Lors de la Coupe des confédérations, Alexandre Chpryguine, le fondateur de l'Association des supporters russes, s'est ainsi vu refuser l'accès au stade. Et cette année, même le derby moscovite entre le CSKA et le Spartak s'est déroulé dans le calme, le dispositif en place ayant étouffé toute velléité de désordre. Le calme semble donc de mise...

Empêcher les supporters étrangers dangereux d'arriver en Russie

D'autant que le Kremlin a aussi cherché à contenir les violences qui s'exporteraient en Russie avec la Coupe du monde – le hooliganisme est un phénomène marqué en Pologne, en Croatie ou en Serbie, trois pays qualifiés pour le Mondial 2018. Le pouvoir russe a répondu à ce risque par la mise en place d'un système exigeant, l'IDfan, une sorte de « passeport des supporters » qui ne sera remis qu'aux seuls détenteurs de billets pour décourager ceux qui voudraient quand même se rendre en Russie sans ce laissez-passer. De même, le FSB collabore depuis plusieurs mois avec les services de sécurité de 32 autres pays. Vladimir Tchernikov a admis que plusieurs pays participants avaient fourni à la Russie leurs listes de hooligans et travaillé à l'identification des individus dangereux. « Ce qui s'est passé à Marseille est un mal pour un bien. Cela a réveillé les autorités et les instances sportives russes », pouvait assurer Ronan Evain, coordinateur de l'association

Football Supporters Europe (FSE), dans *Le Monde*.

Des efforts salués par les dirigeants de la FIFA qui, au lendemain de violents incidents, impliquant des supporters russes du Spartak Moscou à Bilbao, ont assuré avoir « pleinement confiance » en la Russie pour assurer la sécurité de la Coupe du monde. « En ce qui concerne la sécurité pour la Coupe du monde 2018, la Fifa a pleinement confiance dans les dispositifs de sécurité développés par les autorités russes et le Comité local d'organisation », a expliqué ce porte-parole.

Quant à la sécurité des stades eux-mêmes, on assure que les travaux de mise en conformité auront bien été réalisés avant le match d'ouverture. On compte sur les inspections de la FIFA pour en être assuré.

La menace terroriste reste élevée

Reste une inconnue, le risque terroriste. De par sa participation aux frappes contre Daech, à son soutien indéfectible au régime du dictateur syrien, en passant par son action en Tchétchénie ou l'annexion de la Crimée, la Russie s'est fait de nombreux ennemis ces dernières années. La menace terroriste, durant un événement planétaire qui doit redorer l'image du Kremlin, n'est pas à négliger. En novembre 2017, des appels à commettre des attentats durant le Mondial ont été lancés *via* les organes de propagande de Daech et par des groupes de sympathisants de l'organisation.

En avril 2017, un attentat dans le métro de Saint-Petersbourg a fait 15 morts. En août de la même année, un homme armé d'un couteau, se présentant comme « un soldat de Daech », a poignardé sept personnes à Surgout. Pour être à la hauteur de la menace, les responsables de la sécurité russes ont assisté à un cours de perfectionnement de lutte contre le terrorisme organisé par l'UEFA et des cours spécifiques ont été dispensés aux responsables de la formation des stadiers en Russie.

En dehors des stades, la Russie est-il un pays sûr pour le Mondial ?

L'inquiétude légitime concerne en réalité la vie hors du périmètre des stades et des matchs. Un des leaders des fans russes à Marseille, par ailleurs collaborateurs d'un député d'extrême droite, a **déclaré** récemment « en Russie, il n'y pas de racisme », en ajoutant « les noirs sont tellement rares en Russie, qu'ils sont une curiosité » et donc « qu'ils soient noirs, rouges, jaunes ou roses, il n'y a aucun souci pour leur couleur ». Nous voilà rassurés.

Pourtant le racisme n'est pas une vue de l'esprit en Russie. Et c'est encore plus le cas dans les stades où les chants racistes et les cris de singe accompagnent régulièrement les actions des joueurs de couleur, à l'instar de ceux qui avaient visé Paul Pogba et Ousmane Dembélé à Saint-Pétersbourg, **lors du match Russie-France en mars dernier**. Le vice-Premier ministre chargé des Sports, Vitali Moutko, **a beau assuré** que « beaucoup de joueurs de différents continents jouent en Russie. On ne peut pas dire qu'il y ait un grand problème de racisme en Russie », les faits lui donnent tort.

Chaque année, le FARE et l'ONG russe SOVA publient un **rapport sur les discriminations dans les trois premières divisions du football russe**, qui répertorient aussi les incidents racistes, homophobes et plus globalement de manifestation de l'extrême droite. De 95 incidents recensés sur la saison 2014-2015, on est monté à 101 en 2015-2016, avant de descendre à 89 en 2016-2017. Cette saison, ce chiffre s'établit à 80, dont 51 actes qui relèvent de symboles et slogans néo-nazis et 14 de racisme. On a aussi relevé 19 occurrences de chants à caractère discriminatoire, contre deux l'année dernière. S'il y a un mieux, la situation demeure préoccupante et impose une action au long cours. À titre d'exemple, en France, en Espagne, en Allemagne ou en Angleterre, les incidents racistes et homophobes dans les enceintes sportives sont extrêmement rares, pas plus de deux par saison.

Mais le Kremlin en aura-t-il la volonté, une fois la Coupe du monde passée ? Pour Pavel Klymenko estime, si les dérives les plus violentes du football russe sont temporairement contenues, la xénophobie n'est pas combattue. Conséquence, le risque d'incidents racistes pendant le Mondial est plus fort que celui d'incidents violents.

La situation pour les supporters gays n'est pas plus enviable. Dans l'interview au *Parisien*, le leader des hooligans russes **ajoute** « par contre, les gays doivent respecter la culture du pays qu'ils visitent. Tu peux venir avec ton ami, prendre la même chambre, mais il ne faut pas s'embrasser ou se tenir la main sur la place Rouge ».

Alexeï Smertine, le responsable de la lutte contre les discriminations pour la Coupe du monde, affirme pourtant que les supporters homosexuels doivent se sentir « en sécurité et à l'aise » lors de la compétition... « Tous les visiteurs en 2018 en Russie, quelle que soit leurs origine, religion, éventuel handicap ou orientation sexuelle, peuvent espérer un accueil chaleureux, une grande hospitalité et une expérience inoubliable », a indiqué à l'AFP le Comité d'organisation local de la FIFA, ajoutant que l'affichage de drapeaux LGBT sera autorisé dans les stades et les événements publics. Il met aussi en avant la création, à Moscou et Saint-Pétersbourg, des "maisons de la diversité" – des espaces "sécurisés" destinés à abriter des expositions et où les fans homosexuels

pourront se rassembler pour regarder des matches. Ces maisons laissent doublement perplexe : elles isolent les supporters homosexuels du reste des supporters ; elles pourraient de fait non pas protéger mais piéger ceux qui en sortent une fois le match terminé. Ces maisons assignent à résidence et sont donc tout simplement l'illustration de ce que pensent les russes des homosexuels. Reste que ces déclarations rassurantes et la création de ces fanzones spécifiques n'ont toutefois pas suffi à convaincre de nombreux supporters homosexuels de venir en Russie en raison du risque élevé pour leur intégrité physique.

En Russie, l'homosexualité a été considérée comme un crime jusqu'en 1993 et comme une maladie mentale jusqu'en 1999. En 2013, a été votée une législation punissant d'amendes et de peines de prison la « propagande » homosexuelle auprès des mineurs, formulation floue qui interdit de fait l'activisme en faveur des droits LGBT. Des cas d'enlèvements et de tortures d'homosexuels par les forces de l'ordre ont fait scandale dans la république russe de Tchétchénie – là où sera installée l'équipe d'Égypte pendant le Mondial. Les violences à l'égard des homosexuels en Russie sont régulières et se diffusent *via* les réseaux sociaux.

Di Cunningham, président d'une organisation qui rassemblent divers groupes de supporters homosexuels en Grande-Bretagne, **affirme** avoir reçu après une interview donnée aux médias russes des courriels anonymes l'avertissant de ne pas se rendre à la compétition. Dans l'un deux, transmis à l'AFP, une photographie d'un homme tatoué tenant un couteau est accompagnée de menaces de s'en prendre aux fans homosexuels se rendant en Russie.

La grande incertitude de l'après-Mondial

La grande question concerne l'après-Mondial et nombreux sont ceux qui ne croient pas à une action durable de lutte contre les violences dans le football.

La lutte contre les hooligans s'appuie aujourd'hui sur l'action des forces de sécurité russes qui n'hésitent pas à utiliser la manière forte, de l'intimidation aux arrestations en passant par les interdictions de stade. Mais cet engagement survivra-t-il à la parenthèse de la grande fête du football ? Rien n'est moins sûr. Robert Oustian craint ainsi que le Kremlin ne laisse les mains libres aux hooligans sitôt la compétition finie : « On ne sait pas quels sont les termes de l'accord conclu entre ces groupes et l'État : auront-ils carte blanche ? ».

De son côté, s'il a salué les déclarations des officiels russes, Alexandre Agapov, le président de la fédération sportive LGBT russe, doute que cette vague de tolérance perdure après la fin du Mondial : « Le championnat va se finir, mais la loi contre la propagande homosexuelle va rester ».

Au final, le pouvoir russe a tout mis en œuvre pour contenir les violences de masse mais sans jamais s'engager à garantir les supporters contre des attaques individuelles dont ils pourraient être victimes du fait même que celles-ci sont en réalité largement tolérées par le pouvoir en place. La Coupe du monde pourrait n'être qu'une parenthèse, avant que tout ne reprenne sa place, comme avant.